SOUDAN

L'opposition appelle à la «fin du régime totalitaire»

Des partis d'opposition soudanais ont plaidé hier pour la «fin du régime totalitaire» à Khartoum et demandé la démission du ministre des Finances jugé responsable de la hausse des prix des denrées alimentaires.

«La crise actuelle peut seulement finir par la fin du régime totalitaire et la fin d'un régime de parti unique», a déclaré lors d'une conférence de presse à Khartoum, Farouq Abou Eissa, porte-parole des Forces de la coalition, antenne regroupant les partis communiste, Umma, et le Congrès populaire de l'islamiste Hassan al-Tourabi.

Photo : DR

Farouq Abou Eissa

Ces partis ont convenu de se rencontrer au «cours des prochains jours» afin de définir les moyens de faire tomber le régime du président Omar el-Béchir, qui a pris le pouvoir en 1989 à la faveur d'un coup d'Etat puis a été reconduit à la tête de l'Etat à l'issue des élections d'avril. Les partis ont demandé la démission du ministre des Finances, Ali Mahmoud, en raison de l'annonce il y a dix jours d'un plan d'austérité incluant l'abolition des subventions à certaines denrées alimentaires et au carburant, des mesures qui ont été mal reçues par des Soudanais. Des heurts ont opposé la police à des étudiants protestant contre la hausse des prix la semaine dernière dans l'Etat de Gezira, grenier du Nord-Soudan où les paysans demandent des réformes agricoles. Ces partis d'opposition ont par ailleurs «félicité» les Tunisiens pour le soulèvement populaire ayant mené à la chute du président Zine El Abidine Ben Ali. Le Soudan a connu deux soulèvements populaires, en 1964 et en 1985.

CRISE IVOIRIENNE

Une nouvelle médiation africaine attendue à Abidjan

Le médiateur de l'Union africaine pour la crise ivoirienne, le Premier ministre kényan Raila Odinga, est attendu à partir d'aujourd'hui à Abidjan pour une nouvelle mission des plus difficiles, Laurent Gbagbo et Alassane Ouattara continuant de se déchirer pour la présidence.

M. Odinga a quitté Nairobi hier pour Abuja où il doit s'entretenir avec le numéro un nigérian Goodluck Jonathan, président en exercice de la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (Cédéao). Il ne devrait arriver à Abidjan qu'aujourd'hui au plus tôt, selon des sources concordantes. Dans la suite d'une visite infructueuse début janvier, sa mission paraît en l'état quasi impossible pour trouver une solution pacifique à la grave crise née de la présidentielle du 28 novembre. S'opposent depuis lors le président sortant Laurent Gbagbo et Alassane Ouattara, reconnu chef d'Etat légitime par la communauté internationale, notamment l'UA et la Cédéao. Toujours retranché au Golf hôtel d'Abidjan soumis à un blocus des forces armées loyales à son adversaire, M. Ouattara a paru cette semaine faire son deuil de la diplomatie en appelant à la force pour déloger M. Gbagbo du palais présidentiel. Le sortant se considère aussi comme le seul président mais il est menacé d'une opération militaire de la Cédéao, actuellement en préparation, s'il continue de refuser de céder le pouvoir. Depuis la présidentielle, les médiations africaines se sont succédé sans résulats à Abidjan, où ont défilé l'ancien président sud-africain Thabo Mbeki, le président de la commission de l'UA Jean Ping, M. Odinga avec les présidents mandatés par la Cédéao Boni Yayi (Bénin), Ernest Koroma (Sierra Leone) et Pedro Pieres (Cap-Vert), et la semaine dernière l'ex-chef d'Etat nigérian Olusegun Obasanjo.

«Nous voulons qu'un dialogue entre le camp Ouattara et le président Gbagbo soit instauré», a répété hier à l'AFP le porte-parole du gouvernement Gbagbo, Ahoua Don Mello. Selon lui, les deux rivaux «peuvent s'asseoir, discuter et trouver une solution». «Il faut que M. Gbagbo parte, c'est urgent», a réaffirmé la porte-parole de M. Ouattara, Anne Ouloto, pour qui le président sortant «ruse» et «ne montre aucun signe rassurant de bonne foi». Selon elle, M. Gbagbo «n'est pas dans une logique de paix ou de dialogue. On l'a vu hier (samedi) avec le discours haineux et méchant» de sa femme Simone Gbagbo, qui a qualifié lors d'un rassemblement à Abidjan M. Ouattara de «chef bandit» et le président français Nicolas Sarkozy de «diable». Accompagné par l'ancien ministre des Affaires étrangère de République démocratique du Congo (RDC) Bizima Karaha, Raila Odinga estime que la force doit être une solution de «dernier recours», même si les chefs d'état-major de la Cédéao doivent se réunir la semaine prochaine à Bamako pour évoquer cette option. Selon un communiqué de ses services, le médiateur juge aussi que la crise ivoirienne est un enjeu pour toute l'Afrique. «Toute perte de confiance dans le changement de pouvoir par les urnes n'augurera rien de bon pour le continent qui pourrait retourner vers l'âge sombre des coups d'Etat militaires», a-t-il averti. A Abidjan, dans les deux quartiers considérés comme des bastions de M. Ouattara où le couvre-feu, instauré depuis mercredi après des violences meurtrières, a été prolongé samedi pour une semaine, «la nuit a été calme, sans incident», a affirmé le porte-parole du gouvernement Gbagbo. Au moins 11 personnes avaient été tuées, dont huit membres des forces de l'ordre, certains attaqués au lance-roquettes d'après la police. Selon le dernier bilan de l'ONU, les violences qui ont marqué la crise postélectorale ont fait 247 morts depuis la mi-décembre.

SUISSE

Un ex-banquier veut remettre des données bancaires à WikiLeaks

Un ex-banquier suisse, Rudolf Elmer, dit vouloir remettre à WikiLeaks deux CD contenant selon lui les noms de quelque 2 000 clients de banque ayant peut-être cherché à échapper au fisc, dans une interview publiée hier.

«Les documents montrent qu'ils se cachent derrière le secret bancaire, vraisemblablement pour échapper au fisc», a déclaré Rudolf Elmer, ancien banquier chez Julius Baer, au journal *Sonntag*. Ces données devraient être remises aujourd'hui, lors d'une conférence de presse à Londres en présence du fondateur du site internet WikiLeaks Julian Assange, ajoute le journal. WikiLeaks a récemment rendu publics des milliers de câbles diplomatiques du département d'Etat. Toutefois, ces noms ne devraient pas être immédiatement publiés sur WikiLeaks, a indiqué Rudolf Elmer, ajoutant que «WikiLeaks va vérifier ces données et s'il s'agit vraiment d'évasion fiscale, ils seront publiés plus tard». Selon lui, y figurent une quarantaine d'hommes politiques et des milliardaires des Etats-Unis, de Suisse, d'Allemagne et de Grande-Bretagne. Les données proviennent «d'au moins trois institutions financières et couvrent une période allant de 1990 à 2009», a-t-il dit. Elmer, qui était un des responsables de Julius Baer, une banque privée suisse, aux îles Caïmans, doit comparaitre devant un tribunal de Zurich mercredi pour répondre d'accusations de violation du secret bancaire après avoir déjà transmis des noms de clients à WikiLeaks en 2007. Selon la presse suisse, des poursuites ont été engagées contre certains de ces clients pour évasion fiscale dans plusieurs pays.

NIGER

Ouverture de la campagne pour la présidentielle du 31 janvier

La campagne s'est ouverte hier au Niger pour l'élection présidentielle du 31 janvier, destinée à rétablir un régime civil après le coup d'Etat de février 2010 contre Mamadou Tandja, a-t-on appris de source officielle. La campagne pour le premier tour du scrutin, couplé à des élections législatives, sera close le 29 janvier, selon un décret du chef de la junte militaire, le général Salou Djibo, lu à la radio publique. Quelque 6,7 millions de Nigériens sont appelés aux urnes pour choisir le prochain président parmi dix candidats. Aucun membre de la junte nigérienne ne se présente au scrutin. Un éventuel second tour de la présidentielle se tiendrait le 12 mars et l'investiture du nouveau chef de l'Etat est prévue le 6 avril.

La campagne s'ouvre alors que ce pays sahélien très pauvre vit de plus en plus sous la menace d'Al-Qaïda au Maghreb islamique (Aqmi). Les jihadistes ont revendiqué l'enlèvement le 7 janvier de deux jeunes Français, retrouvés morts le lendemain après une opération militaire française au Mali destinée à les libérer.

Dans son discours de lancement de la campagne, diffusé samedi soir sur la radio et la télévision publiques, le général Djibo a appelé les candidats au «fair-play», mettant en garde contre des «contestations» qui naîtraient «d'une organisation défectueuse des opérations de vote ou d'une mauvaise gestion des résultats», comme c'est le cas en Côte d'Ivoire. Les principales figures de la vie politique nigérienne des 20 dernières années sont en lice, hormis Mamadou Tandja. L'ex-chef d'Etat est toujours retenu dans une villa dans l'enceinte de la présidence depuis son renversement après dix ans de pouvoir (1999-2010). Sur les quatre grands favoris, trois sont membres de la Coordination des forces démocratiques pour la République (CFDR), coalition de partis qui ont signé en juillet 2010 une «alliance stratégique» pour gagner le pouvoir.

Il s'agit notamment de l'ancien Premier ministre Mahamadou Issoufou, président du Parti nigérien pour la démocratie et le socialisme (PNDS) et opposant historique à Mamadou Tandja. Le CFDR compte aussi l'ex-président Mahamane Ousmane (Convention démocratique et sociale, CDS) et Hama Amadou, ancien Premier ministre de M. Tandja (Mouvement démocratique nigérien, Moden). Le quatrième favori est un autre ex-chef du gouvernement de M. Tandja, Seini Oumarou, patron du Mouvement national pour la société de développement (MNSD), parti du président déchu qui a subi de graves scissions après le putsch de février. En prélude à la présidentielle, des élections locales ont été organisées mardi dernier, dont les résultats étaient attendus hier, selon la commission électorale.

Pays parmi les plus pauvres du monde, frappé par des crises alimentaires récurrentes, comme en 2010, mais très riche en uranium, cette ex-colonie française est en proie à l'instabilité et aux coups d'Etat depuis l'indépendance de 1960.